ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 12 décembre 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, saisie d'une demande d'imposition d'une astreinte à une autorité administrative", a donné le 14 janvier 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 12 december 1990 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, waarbij een vordering tot het opleggen van een dwangsom aan een administratieve overheid aanhangig is gemaakt", heeft op 14 januari 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Le projet d'arrêté détermine la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, saisie d'une demande visée à l'article 36, § 1er, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, rétabli par la loi du 17 octobre 1990.

Il convient de souligner d'emblée que le projet n'assure pas l'exécution de deux dispositions particulières contenues à l'article 36 des lois coordonnées, en vigueur depuis le 13 novembre 1990 :

-les dispositions relatives au fonds spécial auquel revient l'astreinte (article 36, § 1er, alinéa 2);

-la procédure par laquelle "la chambre qui a prononcé l'astreinte peut, à la requête de l'autorité condamnée, annuler l'astreinte, en suspendre l'échéance pendant un délai à fixer par elle ou diminuer l'astreinte en cas d'impossibilité permanente ou temporaire ou partielle pour l'autorité condamnée de satisfaire à la condamnation principale" (article 36, § 3).

Il faut rappeler par ailleurs que le Conseil d'Etat a désormais compétence pour imposer une astreinte à l'autorité qui, en violation de l'article 21, alinéa 4, des lois coordonnées, remplacé par la loi du 17 octobre 1990, ou de l'article 21bis, § 2, alinéa 4, inséré dans les lois coordonnées par la loi du 17 octobre 1990, ne dépose pas le dossier administratif requis. Certes, ces dispositions prévoient que l'astreinte est fixée "conformément aux

dispositions de l'article 36". La praticabilité de ce simple renvoi à l'article 36 est cependant délicate : en effet, l'article 36 ne prévoit l'astreinte que dans l'hypothèse où un arrêt d'annulation n'est pas respecté, hypothèse très différente de celles qu'envisagent les articles 21, alinéa 4, et 21bis, § 2, alinéa 4, des lois coordonnées. Selon les explications fournies par le délégué du Ministre, l'astreinte prévue par ces articles sera prononcée d'office par le Conseil d'Etat, et le renvoi fait à l'article 36 des lois coordonnées ne concerne que les paragraphes 2 à 4 de cette disposition. De toutes façons, il faut constater que le projet d'arrêté ne détermine pas la procédure à suivre dans les cas visés aux articles 21, alinéa 4, et 21bis, § 2, alinéa 4, des lois coordonnées.

Si l'arrêté en projet devait couvrir l'exécution des articles 21 et 21bis des lois coordonnées, il devrait être complété par des dispositions adéquates.

2. Selon les explications fournies par le délégué du Ministre, l'intention des auteurs de la loi du 17 octobre 1990 a été de prévoir, en matière d'astreinte, une procédure spécifique plus rapide que la procédure de droit commun. Le délégué du Ministre se réfère sur ce point à une déclaration faite à la Chambre par le Ministre de l'Intérieur, en réponse à la proposition faite par un député, Madame Merckx-Van Goey, de conférer au Conseil d'Etat le pouvoir de condamner d'office l'autorité au paiement d'une astreinte :

"... Il a été opté pour l'imposition de l'astreinte à la demande de la personne sur la requête de laquelle l'annulation de la décision de l'autorité a été prononcée.

> La procédure nécessaire sera très accessible et, comme toute autre procédure devant le Conseil d'Etat, peu onéreuse sinon gratuite" [1].

On peut déduire, en effet, de cette déclaration que la procédure prévue par l'arrêté en projet a été conçue indépendamment du chapitre premier du titre V des lois coordonnées. Il serait opportun cependant, comme en a convenu le délégué du Ministre, d'une part, d'instituer l'obligation, pour la partie adverse, de déposer un dossier administratif, sans lequel le débat risquerait de s'égarer [2], d'autre part de prévoir la possibilité, pour des tiers intéressés, d'intervenir à la cause. Sur ces deux points, la procédure devrait être réglée en conséquence.

3. Le projet d'arrêté ne traite en rien des délais prescrits pour introduire une demande sur la base de l'article 36, § 1er, des lois coordonnées. Il est vrai que l'article 2 du paragraphe 1er dispose comme suit :

> "Cette requête n'est recevable que si le requérant a enjoint à l'autorité, par une lettre recommandée à la poste, de prendre une nouvelle décision et qu'au moins trois mois se sont écoulés depuis la notification de l'arrêt en annulation".

---

[1] Notamment sur la base de cette déclaration, Madame Merckx-Van Goey a renoncé à présenter sa propre proposition comme amendement au projet de loi (Doc. Ch. 1269 (1989-1990), nE 2, p. 10).

[2] L'utilité de cette mesure sera d'autant plus évidente lorsque la demande d'astreinte sera présentée à un moment où le dossier administratif aura déjà été renvoyé à l'administration par le greffier.

Théoriquement, ce texte n'empêcherait pas d'introduire simultanément la requête en astreinte et l'injonction à l'autorité de prendre une nouvelle décision. Certes, l'autorité a le devoir d'exécuter l'arrêt et, par hypothèse, elle aura déjà disposé de trois mois pour le faire. Mais la simultanéité de la mise en demeure et de la requête serait de nature [3] à permettre que les rôles du Conseil d'Etat soient encombrés par des demandes d'astreinte à propos desquelles un ultime délai n'aurait pas été laissé à l'administration pour déférer à la mise en demeure du requérant. Il pourrait être prévu que la requête n'est recevable que soit après que l'autorité a refusé de déférer à la mise en demeure, soit, en cas de silence de l'autorité, après l'expiration d'un délai raisonnable, qui pourrait être fixé, par exemple, à un mois.

4. La terminologie du projet devrait être harmonisée pour désigner tant l'acte par lequel le Conseil d'Etat est saisi que la personne qui introduit cet acte et l'autorité administrative, auteur de l'acte. Il est suggéré d'écrire - sur le modèle de l'arrêté royal du 7 janvier 1991 modifiant l'arrêté royal du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat - "requête", "requérant" et "partie adverse".

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

[3] Surtout en l'absence de toute autre procédure de conciliation qui aurait pu être organisée, par exemple, sur le modèle français (décret du 30 juillet 1963).

INTITULE.

L'intitulé suivant correspondrait mieux au contenu de l'arrêté en projet :

"Arrêté royal déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat en matière d'astreinte".

PREAMBULE.

Si le champ d'application de l'arrêté en projet, tel qu'il pourrait être déterminé à la suite de l'observation générale nE 1, venait à couvrir l'exécution des articles 21 et 21bis des lois coordonnées, il y aurait lieu de viser ces dispositions dans l'alinéa 1er.

DISPOSITIF.

Article 2.

1. L'obligation d'élire domicile en Belgique pour la personne qui n'y a ni domicile ni siège, pourrait avantageusement figurer à l'article 4, comme il sera suggéré ci-après.

2. Quant à l'alinéa 2, il est superflu et peut être omis, puisque la seule utilité d'une élection de domicile en

la matière est de permettre que les notifications y soient valablement faites.

Si la suggestion de supprimer l'article 2 était suivie, le chapitre premier devrait s'intituler "Définitions".

Article 3 (devenant l'article 2).

Il convient d'écrire :

"La requête est signée par le requérant ou par un avocat ... (la suite comme au projet)".

Article 4 (devenant l'article 3).

1. Tenant compte des observations formulées à propos de l'article 2, le 1E devrait être rédigé comme suit :

"1Eles nom, qualité, domicile ou siège du requérant ou, s'il n'a en Belgique ni domicile ni siège, élection de domicile en belgique;".

2. Il serait utile que la requête mentionne l'objet de la demande.

Le 3E serait au demeurant mieux rédigé comme suit :

"3El'objet de la requête ainsi qu'un exposé de nature à établir le manquement de la partie adverse;".

3. Il conviendrait d'ajouter un 5E rédigé comme suit :

"5Ele cas échéant, une copie de la décision par laquelle la partie adverse a violé l'obligation d'abstention découlant de l'arrêt d'annulation".

Article 5 (devenant l'article 4).

Il va de soi que la chambre saisie ne pourra être que celle qui a prononcé l'arrêt inexécuté. C'est donc à juste titre que le texte ne règle pas la distribution de l'affaire.

Article 6 (devenant l'article 5).

Comme il a été indiqué sous l'observation générale nE 2, il convient de prévoir l'obligation, pour la partie adverse, de déposer un dossier administratif. La procédure doit être réglée en conséquence.

Article 7 (devenant l'article 6).

Il est inutile et d'ailleurs inexact de préciser que le rapport est fait au président de la chambre qui est saisie de l'affaire.

Les mots "au président de la chambre qui en est saisie" doivent donc être omis.

Article 8 (devenant l'article 7).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Sur le vu du rapport visé à l'article 7, le président fixe par ordonnance la date de l'audience. Celle-ci doit avoir lieu dans les dix jours de la réception du rapport".

Article 9 (devenant l'article 8).

Il faut prévoir la notification aux parties non seulement de l'ordonnance de fixation mais aussi du rapport.

La rédaction suivante est proposée :

"L'ordonnance de fixation est notifiée sans délai à l'auditeur général par le greffier en chef.

Elle est notifiée de même, avec le rapport, aux parties".

Compte tenu de la brièveté du délai, il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si la notification par porteur ne devrait pas être prévue, comme à l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté royal du 27 octobre 1989 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, saisie d'une demande de suspension.

Article 10 (devenant l'article 9).

Dans le texte néerlandais de cet article, il faut remplacer le mot "bevelschrift" par le mot "beschikking".

Article 13 (devenant l'article 12).

Sur le modèle de l'article 14 de l'arrêté royal du 27 octobre 1989 précité, il serait préférable d'écrire :

"L'arrêt est prononcé et notifié aux parties sans délai. La notification à la partie adverse peut se faire par porteur, contre accusé de réception".

Il serait, en effet, pratiquement impossible au greffe de notifier, dans les huit jours de la date de l'audience, un arrêt qui serait prononcé à un moment proche de l'expiration de ce même délai.

Article 14 (devenant l'article 13).

L'article ne devrait pas pouvoir être compris comme excluant le pourvoi en cassation. Il est donc proposé de le rédiger comme suit :

"Sous réserve des articles 33 et 34 des lois coordonnées, l'arrêt n'est susceptible d'aucun recours".

Articles 15 et 16 (devenant les articles 14 et 15).

1. Dans le texte néerlandais de l'article 15, alinéa 1er, les mots "de leden 1 tot 4" doivent être remplacés par les mots "eerste tot vierde lid".

2. A l'article 15, l'alinéa 2 doit être rédigé comme suit :

"Si la chambre estime que la pièce est essentielle pour statuer sur la demande d'imposer une astreinte, elle décide si, en ce qui concerne l'instance mue devant elle, la pièce doit être retenue".

3. Le projet, par les références contenues à l'article 16, ne couvre pas d'autres incidents que l'inscription de faux, le désistement et la récusation.

Comme il a été indiqué dans l'observation générale nE 2, il faudrait, en tout cas, régler l'intervention.

Par ailleurs, il serait utile de prévoir et de régler la reprise d'instance et la connexité.

Article 18 (devenant l'article 17).

D'après les explications du délégué du Ministre, l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet le jour de sa publication au Moniteur belge ne vaudra pas à l'égard des requêtes qui auraient été introduites antérieurement. L'article doit donc être complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Il n'est toutefois pas applicable aux requêtes déposées sous pli recommandé à la poste avant ce jour".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Het ontwerp-besluit bepaalt de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State waarbij een vordering aanhangig is gemaakt als bedoeld in artikel 36, § 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, opnieuw opgenomen bij de wet van 17 oktober 1990.

Meteen dient te worden beklemtoond dat het ontwerp niet voorziet in de uitvoering van twee bijzondere bepalingen die zijn vervat in artikel 36 van de gecoördineerde wetten, welk artikel sedert 13 november 1990 van kracht is :

-de bepalingen betreffende het bijzonder fonds waaraan de dwangsom toekomt (artikel 36, § 1, tweede lid);

-de rechtspleging waarbij "de kamer die de dwangsom heeft opgelegd (...) op vordering van de veroordeelde overheid de dwangsom (kan) opheffen, de looptijd ervan (kan) opschorten gedurende een door haar te bepalen termijn of de dwangsom verminderen in geval van blijvende of tijdelijke of gedeeltelijke onmogelijkheid voor de veroordeelde overheid om aan de hoofdveroordeling te voldoen (artikel 36, § 3).

Overigens dient eraan te worden herinnerd dat de Raad van State nu bevoegd is om een dwangsom op te leggen aan de overheid die, met schending van artikel 21, vierde lid, van de gecoördineerde wetten, vervangen bij de wet van 17 oktober 1990, of van artikel 21bis, § 2, vierde lid, ingevoegd in de gecoördineerde wetten bij de wet van 17 oktober 1990, niet het vereiste administratief dossier indient. Die bepalingen voorzien er weliswaar in dat de dwangsom wordt vastgesteld

"overeenkomstig de bepalingen van artikel 36". Het gebruik van die gewone verwijzing naar artikel 36 is evenwel delicaat : artikel 36 voorziet immers alleen in de dwangsom in het geval dat een arrest tot nietigverklaring niet in acht wordt genomen, wat een heel ander geval is dan de gevallen die in de artikelen 21, vierde lid, en 21bis, § 2, vierde lid, van de gecoördineerde wetten worden beschouwd. Volgens de door de gemachtigde van de Minister verstrekte uitleg zal de in die artikelen bedoelde dwangsom ambtshalve door de Raad van State worden opgelegd en de verwijzing naar artikel 36 van de gecoördineerde wetten houdt alleen verband met de paragrafen 2 tot 4 van die bepaling. In elk geval dient te worden opgemerkt dat in het ontwerp-besluit niet wordt bepaald welke procedure moet worden gevolgd in de gevallen bedoeld in de artikelen 21, vierde lid, en 21bis, § 2, vierde lid, van de gecoördineerde wetten.

Als het ontworpen besluit de uitvoering van de artikelen 21 en 21bis van de gecoördineerde wetten moet omvatten, zou het met geschikte bepalingen moeten worden aangevuld.

2. Volgens de door de gemachtigde van de Minister verstrekte uitleg is het de bedoeling geweest van de stellers van de wet van 17 oktober 1990 om inzake de dwangsom te voorzien in een specifieke rechtspleging die sneller verloopt dan die van het gemeen recht. De gemachtigde van de Minister verwijst wat dat punt betreft naar een verklaring die de Minister van Binnenlandse Zaken in de Kamer heeft afgelegd in antwoord op het voorstel van een volksvertegenwoordiger, Mevrouw Merckx-Van Goey, om de Raad van State de bevoegdheid te verlenen om de

overheid ambtshalve te veroordelen tot het betalen van een dwangsom.

"... Er werd geopteerd voor de veroordeling tot de dwangsom op vraag van de persoon op wiens verzoek eerder de vernietiging van de overheidsbeslissing werd uitgesproken.

De procedure daartoe zal gemakkelijk toegankelijk zijn en, net zoals elke andere procedure voor de Raad van State, ook vrij goedkoop" [4].

Uit die verklaring kan inderdaad worden afgeleid dat de rechtspleging waarin door het ontworpen besluit wordt voorzien, uitgedacht is los van hoofdstuk I van titel V van de gecoördineerde wetten. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het evenwel aangewezen zou zijn, enerzijds voor de verwerende partij de verplichting in te voeren om een administratief dossier in te dienen, zoniet dreigt het debat af te dwalen [5], anderzijds te voorzien in de moge-

[4] Onder meer op grond van die verklaring heeft Mevrouw Merckx-Van Goey afgezien van het indienen van haar eigen voorstel als amendement op het wetsontwerp (Gedr. St. Kamer, 1269 (1989-1990), nr. 2, blz. 10).

[5] Het nut van die maatregel zal nog duidelijker zijn wanneer de vordering tot het opleggen van een dwangsom wordt ingesteld op een tijdstip waarop het administratief dossier door de griffier reeds is teruggestuurd naar het betrokken bestuur.

lijkheid voor belanghebbende derden om in de zaak tussen te komen. De rechtspleging zou op die twee punten dienovereenkomstig moeten worden geregeld.

3. In het ontworpen besluit wordt nergens gehandeld over de voorgeschreven termijnen om een vordering in te stellen op grond van artikel 36, § 1, van de gecoördineerde wetten. Het tweede lid van paragraaf 1 bepaalt weliswaar het volgende :

> "Het verzoek is slechts ontvankelijk wanneer verzoeker de overheid bij een ter post aangetekende brief tot het nemen van een nieuwe beslissing heeft aangemaand en tenminste drie maanden vanaf de kennisgeving van het vernietigingsarrest verlopen zijn".

Die tekst zou theoretisch niet beletten dat het verzoekschrift tot het opleggen van een dwangsom en de aanmaning aan de overheid tot het nemen van een nieuwe beslissing gelijktijdig worden ingediend. De overheid heeft weliswaar de verplichting om het arrest uit te voeren en er wordt verondersteld dat zij reeds over drie maanden heeft beschikt om dat te doen. Door het gelijktijdig indienen echter van de aanmaning en van het verzoekschrift zouden [6] de rollen van de Raad van State overstelpt kunnen worden met vorderingen tot het opleggen van een dwangsom, waarvoor de overheid geen uitstel meer zou hebben om gehoor te geven aan de aanmaning van verzoeker. Er zou kunnen worden bepaald dat het verzoekschrift eerst ontvankelijk is, ofwel nadat de overheid geweigerd heeft gehoor te geven aan de aanmaning, ofwel, bij stilzwijgendheid

[6] Vooral bij het ontbreken van enige andere procedure tot minnelijke schikking die bijvoorbeeld naar Frans model had kunnen worden geregeld (decreet van 30 juli 1963).

van de overheid, na afloop van een redelijke termijn die bijvoorbeeld op één maand zou kunnen worden vastgesteld.

4. De terminologie van het ontwerp zou moeten worden geharmoniseerd, zowel wat het aanwijzen betreft van de akte waarbij men zich tot de Raad van State wendt, als wat de persoon betreft die deze akte indient en wat de administratieve overheid betreft die de akte heeft gesteld. Er wordt voorgesteld om - naar het voorbeeld van het koninklijk besluit van 7 januari 1991 tot wijziging van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State - "verzoekschrift", "verzoeker" en "tegenpartij" te schrijven.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

OPSCHRIFT.

Het volgende opschrift zou beter in overeenstemming zijn met de inhoud van het ontworpen besluit :

"Koninklijk besluit tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State inzake de dwangsom".

AANHEF.

Als de werkingssfeer van het ontworpen besluit, zoals ze zou kunnen worden bepaald als gevolg van algemene opmerking nr. 1, de uitvoering van de artikelen 21 en 21bis van de gecoördineerde wetten zou gaan omvatten, zouden die bepalingen in het eerste lid moeten worden vermeld.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 2.

1. Het zou goed zijn als de verplichting om een woonplaats in België te kiezen voor de persoon die er geen woonplaats of zetel heeft, in artikel 4 zou staan, zoals hierna zal worden voorgesteld.

2. Het tweede lid kan als overbodig vervallen omdat het kiezen van een woonplaats in dat verband als enig nut heeft dat de kennisgevingen er op geldige wijze worden gedaan.

Als het voorstel om artikel 2 te laten wegvallen wordt opgevolgd, zou het opschrift van hoofdstuk I "Definities" moeten heten.

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

Men schrijve :

.../...

Het verzoekschrift wordt ondertekend door de verzoeker of door een advocaat die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 19, tweede lid, van de gecoördineerde wetten".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

1. Rekening houdend met de opmerkingen bij artikel 2 zou de bepaling onder 1E moeten worden geredigeerd als volgt :

"1Ede naam, de hoedanigheid, de woonplaats of zetel van de verzoeker of, indien hij in België geen woonplaats of zetel heeft, de gekozen woonplaats in België;".

2. Het zou nuttig zijn dat het verzoekschrift het onderwerp van de vordering vermeldt.

De bepaling onder 3E zou overigens beter geredigeerd worden als volgt :

"3Ehet onderwerp van het verzoekschrift alsook een uiteenzetting waardoor het verzuim van de tegenpartij kan worden aangetoond;".

3. Er zou een 5E moeten worden toegevoegd, geredigeerd als volgt :

"5Ein voorkomend geval een kopie van de beslissing waarbij de tegenpartij de uit het vernietigingsarrest volgende onthoudingsverplichting heeft geschonden.".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

Het spreekt vanzelf dat de zaak slechts aanhangig kan worden gemaakt bij de kamer die het niet-uitgevoerde arrest heeft uitgesproken. De toewijzing van de zaak wordt dus terecht niet geregeld door de tekst.

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

Zoals bij algemene opmerking nr. 2 is gezegd, moet aan de tegenpartij de verplichting worden opgelegd een administratief dossier in te dienen. De procedure moet dienovereenkomstig worden geregeld.

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

Het is onnodig en trouwens onjuist te bepalen dat verslag wordt uitgebracht bij de voorzitter van de kamer waarbij de zaak aanhangig is gemaakt.

De woorden "bij de voorzitter van de kamer waarbij zij aanhangig is gemaakt" moeten dus vervallen.

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

Het artikel zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Na inzage van het in artikel 7 bedoelde verslag stelt de voorzitter bij beschikking de rechtsdag vast. De zaak moet voorkomen binnen tien dagen na ontvangst van het verslag".

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

Er moet niet alleen worden gezorgd voor de kennisgeving aan de partijen van de beschikking waarbij de rechtsdag wordt bepaald, maar ook voor de kennisgeving van het verslag.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"De beschikking waarbij de rechtsdag wordt bepaald, wordt zonder verwijl ter kennis van de auditeur-generaal gebracht door de hoofdgriffier.

Ze wordt ook, samen met het verslag, ter kennis van de partijen gebracht".

Ook in de Nederlandse tekst van artikel 10 moet het woord "bevelschrift" worden vervangen door het woord "beschikking".

Gelet op de korte termijn is het aan de Regering om uit te maken of niet moet worden voorzien in de kennisgeving per bode, zoals in artikel 11, tweede lid, van het koninklijk besluit van 27 oktober 1989 tot bepaling van de rechtspleging

voor de afdeling administratie van de Raad van State, waarbij een vordering tot schorsing aanhangig is gemaakt.

Artikel 13 (dat artikel 12 wordt).

Naar het voorbeeld van artikel 14 van datzelfde koninklijk besluit van 27 oktober 1989 verdient het de voorkeur om te schrijven :

"Het arrest wordt zonder verwijl uitgesproken en ter kennis gebracht van de partijen. De kennisgeving aan de tegenpartij kan per bode geschieden tegen ontvangstbewijs".

Het zou immers praktisch onmogelijk zijn voor de griffie om binnen acht dagen na de rechtsdag kennis te geven van een arrest dat zou worden uitgesproken op een tijdstip dat dicht bij het verstrijken van die termijn ligt.

Artikel 14 (dat artikel 13 wordt).

Het artikel zou niet zo mogen worden opgevat dat het cassatieberoep uitgesloten is. Daarom wordt voorgesteld het te redigeren als volgt :

"Onder voorbehoud van de artikelen 33 en 34 van de gecoördineerde wetten staat tegen het arrest geen enkel rechtsmiddel open".

Artikelen 15 en 16 (die de artikelen 14 en 15 worden).

1. In de Nederlandse tekst van artikel 15, eerste lid, moeten de woorden "leden 1 tot 4" worden vervangen door de woorden "eerste tot vierde lid".

2. Artikel 15, tweede lid, moet worden geredigeerd als volgt :

"Als de kamer oordeelt dat het stuk van wezenlijk belang is om uitspraak te doen over de vordering tot het opleggen van een dwangsom, beslist zij of met dat stuk rekening moet worden gehouden voor het bij de kamer aanhangig gemaakte geding".

3. Door de verwijzingen in artikel 16 voorziet het ontwerp in geen andere tussengeschillen dan de betichting van valsheid, de afstand en de wraking.

Zoals in algemene opmerking nr. 2 is gezegd, zou in elk geval de tussenkomst moeten worden geregeld.

Bovendien zou het nuttig zijn om de hervatting van het geding en de verknochtheid in te voegen en te regelen.

Artikel 18 (dat artikel 17 wordt).

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de minister, zal de inwerkingtreding van het ontworpen besluit de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, niet gelden voor de verzoekschriften die vroeger zouden zijn ingediend. Het artikel moet dus worden aangevuld met een lid geredigeerd als volgt :

"Het is evenwel niet van toepassing op de verzoekschriften die v o,' o,' r die dag bij een ter post aangetekende brief zijn ingediend".

La chambre était composée de

Messieurs :
de Heren :

R. ANDERSEN, président,
M. LEROY, conseillers d'Etat,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Les rapports ont été présentés par MM. M. DUMONT, auditeur général adjoint, et B. JADOT, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. I. KOVALOVSZKY, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

voorzitter,
staatsraden,

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. M. DUMONT, adjunct-auditeur-generaal, en B. JADOT, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. I. KOVALOVSZKY, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.